

*Jeudi 30
septembre 2010*

*Au
Bar/Restaurant
« Le Coup d'Etat »*

*164, rue Saint
Honoré
75001 PARIS*



*Nos intervenants, assis de gauche à droite :
Alexandre de SAGAZAN, Directeur fondateur de Mtrasys Europe (promotion 2000)
Manuel DECAUVEINE, PDG d'Alcyone Finance (promotion 1984)
Cédric ROSSI, Analyste Financier Sell-Side Actions chez Aurel BGC (promotion 2003)*

ESCE Alumni a eu le plaisir de se réunir autour d'une table ronde pour débattre autour de la question : "Quelles mesures pour éviter une deuxième crise financière?". A travers l'intervention de trois Anciens ESCéens identifiés sur la photo ci-dessus, nous avons pu bénéficier de différents points de vue avisés sur la question, permettant ainsi d'animer le débat avec les vingt cinq anciens ESCéens présents dans la salle.

Relation d'interdépendance entre l'Etat et les banques : une limite pour le rôle du régulateur

L'Etat doit-il ou devrait-il intervenir ? « Oui et Non », telle a été la réponse de nos intervenants.

Il existe une relation d'interdépendance. L'Etat a besoin des banques car elles collectent des fonds auprès de la population pour le compte de l'Etat. Ce rôle de « collecteur » rend les banques quasiment inattaquables. Aujourd'hui, le régulateur est limité à un rôle de « pompier ».

L'auditoire, attentif à cette réflexion, n'a pas manqué de poursuivre le débat avec nos intervenants sur les réformes mises en place par les régulateurs lors des Comités de BÂLE 1, 2 et 3. Ensemble, ils se sont interrogés sur les réels apports du Comité de Bâle 3 par rapport aux deux précédents tout en

faisant le constat que le conflit d'intérêt entre l'Etat et les banques est plus important aux Etats-Unis qu'en France.

La complexité des produits : une difficulté supplémentaire pour le régulateur

« Les produits qui fonctionnent sont les produits simples ».

A l'heure actuelle, les banques cherchent à trouver des produits complexes auxquels beaucoup de traders ne comprennent pas le fonctionnement. Par conséquent, il y a parfois des failles et le travail du régulateur est plus difficile.

L'affaire Bernard Madoff a été évoquée par nos intervenants. Ils ont précisé que l'investisseur doit « se méfier du taux de risque annoncé ». En effet, un taux annoncé doit tenir compte des charges de la banque (salaires loyers...). Ce taux est donc égal à l'inflation à laquelle les charges sont ajoutées (elles correspondent à environ 3%). De plus, il est important de ne pas négliger que la rentabilité d'un produit dépend du risque pris.

Les cas d'école d'Enron ou encore d'Exxon avec le rôle tenu par Attali dans cette affaire ainsi que l'évocation de certains produits tels que les CDS (**C**redit **D**efault **S**waps ou couverture de défaillance) ont aussi fait l'objet de débats entre la salle et nos intervenants.

Il en est ressorti de ces échanges que la diversification d'un portefeuille reste la règle d'or car elle permet de réduire les risques et que « les meilleurs traders sont ceux qui acceptent de perdre. Il faut gagner et perdre pour atteindre l'équilibre » (avoir une balance à zéro en fin de journée).

Des mesures possibles pour éviter des scandales financiers et par voie de conséquence une crise financière

Il est à noter que la particularité actuelle de l'économie est la réduction temporelle du cycle entre chaque crise. Les mesures proposées et discutées lors du débat sont les suivantes :

→ **Séparer la Banque de détail et les activités de marché :**

- Néanmoins, est-ce possible de tout déboucler ?

→ **Etique et transparence**

→ **Indépendance des sociétés de rating**

- Les sociétés de rating ne sont pas indépendantes. « Il faudrait que ce soit un service national qui effectue les notations du risque afin que les notes attribuées soient plus objectives. »

→ **Bonne gouvernance**

- Respecter les actionnaires et toutes les parties prenantes
- Augmenter le nombre d'administrateurs indépendants
- Obligation des actionnaires d'une entreprise de voter

Pour conclure

Force est de constater que les avis partagés ou divergents de nos intervenants et de son audience ont enrichis le débat permettant ainsi à chacun de se forger une opinion sur les mesures qui pourraient ou devraient être mise en place par les régulateurs.

Et, le débat continue sur le forum de Facebook, Twitter, LinkedIn, Viadeo...

